



## **0 - RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VITRÉ COMMUNAUTÉ**  
16 bis Boulevard des Rochers  
BP 20613  
35500 Vitré

---

**Renouvellement du réseau de transfert des effluents du poste de  
refoulement eaux usées (EU) de la Poultière à Vitré**












---

**Date et heure limite de réception des offres :**

**JEUDI 31 JUILLET 2025 A 12h00**

**Consultation n°25VC099**

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

|   |                                     |   |
|---|-------------------------------------|---|
|    | <b>Objet</b>                        | Renouvellement réseau de transfert des effluents du poste de refoulement eaux usées de la Poulrière à Vitré |
|    | <b>Mode de passation</b>            | Procédure adaptée ouverte   |
|    | <b>Type de contrat</b>              | Marché public   |
|    | <b>Délai de validité des offres</b> | 120 jours   |
|    | <b>Forme de groupement</b>          | Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire   |
|    | <b>Variantes</b>                    | Sans  |
|    | <b>PSE</b>                          | Sans  |
|    | <b>Clause sociale</b>               | Sans  |
|  | <b>Clauses environnementales</b>    | Sans  |
|  | <b>Durée / Délai</b>                | Période de préparation de 30 jours + maximum 2 mois ½ pour l'exécution des travaux                          |
|  | <b>Négociation</b>                  | Éventuelle  |

## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>1 - Objet et étendue de la consultation.....</b>              | <b>4</b>  |
| 1.1 - Objet .....  | 4         |
| 1.2 - Mode de passation .....                                    | 4         |
| 1.3 - Type et forme de contrat.....                              | 4         |
| 1.4 - Décomposition de la consultation .....                     | 4         |
| 1.5 – Nomenclature européenne.....                               | 4         |
| 1.6 - Réalisation de prestations similaires .....                | 4         |
| <b>2 - Conditions de la consultation .....</b>                   | <b>4</b>  |
| 2.1 - Délai de validité des offres .....                         | 4         |
| 2.2 - Forme juridique du groupement .....                        | 4         |
| 2.3 - Variantes.....   | 4         |
| <b>3 - Intervenants.....</b>                                     | <b>5</b>  |
| 3.1 – Identification du maître d’ouvrage .....                   | 5         |
| 3.2 – Identification du maître d'œuvre.....                      | 5         |
| 3.3 - Conduite d'opération.....                                  | 5         |
| 3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....  | 5         |
| 3.5 - Contrôle technique .....                                   | 5         |
| 3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....   | 5         |
| <b>4 - Conditions relatives au contrat .....</b>                 | <b>5</b>  |
| 4.1 - Délai d'exécution des travaux.....                         | 5         |
| 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement ..... | 5         |
| 4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....                | 6         |
| <b>5 - Contenu du dossier de consultation .....</b>              | <b>6</b>  |
| <b>6 - Présentation des candidatures et des offres .....</b>     | <b>7</b>  |
| 6.1 - Documents à produire .....                                 | 8         |
| 6.2 – Contenu du dossier d’offre .....                           | 9         |
| <b>7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....</b>        | <b>9</b>  |
| 7.1 - Transmission électronique.....                             | 10        |
| 7.2 - Transmission sous support papier .....                     | 11        |
| <b>8 - Examen des candidatures et des offres .....</b>           | <b>11</b> |
| 8.1 – Analyse des offres .....                                   | 11        |
| 8.2 - Analyse des candidatures .....                             | 13        |
| 8.3 – Négociation éventuelle .....                               | 13        |
| 8.4 – Attribution du marché .....                                | 14        |
| <b>9 - Renseignements complémentaires .....</b>                  | <b>14</b> |
| 9.1 - Adresses complémentaires et points de contact .....        | 14        |
| 9.2 - Langue.....  | 15        |
| 9.3 - Procédures de recours .....                                | 15        |

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Assainissement eaux usées - **Travaux de renouvellement du réseau de transfert des effluents du poste de refoulement des eaux usées (EU) de la Poultière.**

Lieux d'exécution :

Allée de la Poultière, rue Maurice Marchal, boulevard Waldeck Rousseau, rue Victor Hugo, rue André Chénier  
35500 Vitré

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots au motif que l'identification de prestations distinctes s'avère peu pertinente car techniquement dépendantes les unes des autres.

### 1.5 – Nomenclature européenne

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description   |
|----------------|---|
| 45232411-6     | Travaux de construction de canalisations d'eaux usées |

### 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, le pouvoir adjudicateur pourra demander, par écrit, aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation, notifiée par écrit, lesdits soumissionnaires seront engagés par leur offre jusqu'à échéance de ce nouveau délai.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement dans le cadre de la présente consultation.

Toutefois, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

## 3 - Intervenants

### 3.1 – Identification du maître d'ouvrage

Nom de l'organisme : Vitré Communauté  
16 bis Boulevard des Rochers  
35500 VITRÉ

Représentant : M. le Président de Vitré Communauté

### 3.2 – Identification du maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ATEC OUEST  
20 RUE JEAN-MARIE DAVID 35740 PACE  
Tél. : 0299658173 Courriel : [contact@atec-ouest.com](mailto:contact@atec-ouest.com)

L'entreprise est représentée par : M. Jean-Luc ROCABOY.

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est AVP PRO ACT VISA DET AOR.

### 3.3 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître d'ouvrage lui-même.

### 3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### 3.5 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

### 3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé (SPS) pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

## 4 - Conditions relatives au contrat

### 4.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est laissé à l'initiative du candidat qui devra les préciser dans l'acte d'engagement, sans toutefois dépasser le délai plafond correspondant.

### 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations prévues au titre du présent marché seront financées par Vitré Communauté au moyen de ses ressources propres, abondées par des ressources externes, soit dans le cadre d'emprunts, soit par le biais de subventions spécifiques en cas d'éligibilité, ou de participation publiques ou privées.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue par le CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### 4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du CCAP qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité. Ces dispositions ne soustraient en rien les candidats de leurs obligations légales et réglementaires en matière de confidentialité et de sécurité.

## 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses générales (CCG) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) ;
- Les déclarations de projets de travaux (DT) et les réponses des exploitants de réseaux ;
- La synthèse d'inspection télévisée des réseaux d'assainissement des eaux usées ;
- Les plans ;
- Le formulaire DC4 ;
- Le bordereau des pièces du DCE détaillant la présente liste et les noms d'enregistrement des fichiers.

### **Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique :**

Ainsi que l'exige l'article R.2132-2 du Code de la commande publique, Vitré Communauté met à gratuitement disposition le dossier de consultation, par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Rubrique "services aux entreprises". Cliquez sur "accès à la salle régionale des marchés publics" puis "recherche avancée", à gauche, "consultations en cours" et indiquez la référence de l'opération **25VC099**.

Afin d'être au mieux informé des éventuelles modifications et des réponses aux questions posées, le téléchargement des pièces de la consultation avec un compte utilisateur sur la plateforme de Mégalis Bretagne est vivement conseillé. A ce titre, une attention particulière est demandée aux entreprises quant à l'adresse mail utilisée et renseignée sur le profil d'acheteur. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam... autant de paramètres qui pourraient nuire à leur bonne information.

**De même, l'attention des candidats ayant téléchargé le DCE est attirée sur le fait qu'ils doivent avoir complété le formulaire de demande de renseignements disponible sur la plateforme Mégalis Bretagne pour être informés en cas de modification de la consultation.**

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique ne sera honorée.

### **Modifications majeures du dossier de consultation :**

Conformément à l'article R. 2151-4 2° du Code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur prolonge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées.

Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de dix jours francs entre l'information qui leur est faite de la modification et la date limite de réception des offres.

### **Modifications mineures du dossier de consultation :**

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard cinq jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **6 - Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO (€).

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède, conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du Code de la commande publique, à **l'examen des offres avant celui des candidatures**. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

Conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente mise en concurrence et qui demeurent valables. Obligation leur est faite d'indiquer précisément les références de la consultation correspondante (objet et date limite de remise des offres). Le candidat ne pourra se prévaloir d'un quelconque manquement du pouvoir adjudicateur en cas d'insuffisance des informations transmises.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du même code, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement (UE) 2016/7 du 6 janvier 2016, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ted.europa.eu/fr/simap/european-single-procurement-document> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

## 6.1 - Documents à produire pour la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature suivantes :

| <b>Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique</b><br>(Aucune signature n'est exigée à ce stade)  |
|--|
| <b>Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise</b>  |
| <b>Formulaire DC1* (Lettre de candidature)</b> , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement<br>→ <i>En cas de redressement judiciaire : par mesure de simplification, il est conseillé aux candidats de transmettre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet dès la remise de l'offre</i> |
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner  |
| Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail   |
| Le document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat, daté  |
| <b>Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise</b>  |
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles  |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels  |
| <b>Renseignements concernant l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles</b>   |
| Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)  |

\*disponible gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur État d'origine.

Un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

## 6.2 – Contenu du dossier d'offre

L'offre du soumissionnaire doit *a minima* comporter les pièces suivantes :

| Libellés   |
|--|
| <b>L'acte d'engagement (AE) et son annexe au format Word</b> (.docx / .doc) dûment complété par les représentants qualifiés de ou des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat  |
| En cas de déclaration de sous-traitance, <b>un formulaire DC4</b> (joint au DCE et disponible gratuitement sur <a href="http://www.economie.gouv.fr">www.economie.gouv.fr</a> ) dûment renseigné   |
| <b>Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)</b>   |
| <b>Le bordereau des prix unitaires (BPU)</b> , dûment renseigné et transmis au format Excel (.xlsx / .xls)   |
| <b>Le détail quantitatif estimatif (DQE)</b> dûment renseigné et transmis au format Excel (.xlsx / .xls)   |
| <b>Le mémoire technique justificatif</b> des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat avec : <ul style="list-style-type: none"><li>- Les indications concernant les procédés et moyens d'exécution des travaux envisagés (mode opératoire) avec les renseignements pour le raccordement et mise en service de la nouvelle conduite de refoulement ;</li><li>- Les propositions claires et précises (phasage des travaux) pour le maintien de la circulation pendant les travaux. Les phases spécifiques du chantier ne permettant pas de maintenir la circulation devront être détaillées avec projet(s) de déviation(s) et durée ;</li><li>- Les renseignements pour le raccordement et mise en service de la nouvelle conduite de refoulement ;</li><li>- Les renseignements concernant les caractéristiques et l'origine des matériaux et produits, le détail et la provenance de ces fournitures ainsi que les références produites par les fournisseurs correspondants ;</li><li>- Le programme/planning d'exécution des ouvrages indiquant les différentes phases du chantier ;</li><li>- Les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.</li></ul> |

**Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de l'ensemble des pièces contractuelles.**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Toute offre transmise hors délais sera considérée comme irrégulière. Cette irrégularité ne sera pas régularisable.

**Seule la transmission sur le profil d'acheteur Megalis Bretagne est autorisée. Aucune offre papier ne peut être acceptée, en application des articles R.2132-7 à R.2132-14 du Code de la commande publique.**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur (adresse URL : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>).

Il est précisé qu'au stade de dépôt de l'offre, le pouvoir adjudicateur n'exige pas que les pièces à remettre par le candidat et pour lesquelles une signature est requise (suivant les indications de l'article du présent règlement relatif aux documents à produire), en particulier l'acte d'engagement, soient signées.

La signature électronique du marché public intervient à l'achèvement de la procédure.

Le candidat retenu, ainsi que ses co-traitants et / ou sous-traitants, s'engage(nt) à s'équiper d'un certificat électronique et à signer électroniquement, au plus tard lors de l'attribution, les pièces du marché conformément aux tableaux de l'article 6 et aux dispositions de du présent article relatif aux conditions d'envoi et de remise des offres.

## 7.1 - Transmission électronique



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par courrier, par pli recommandé avec avis de réception et devra parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Vitré Communauté  
Direction des Affaires Juridiques, des Assemblées et de la Commande Publique  
Service de la commande publique  
16 bis boulevard des rochers  
35506 Vitré

ou remis contre récépissé dans les mêmes conditions à :

Vitré Communauté  
Direction des Affaires Juridiques, des Assemblées et de la Commande Publique  
Service de la commande publique  
16 bis boulevard des Rochers  
35506 Vitré

et ce, aux heures suivantes : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

### **Formats électroniques des fichiers**

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

### **Format de signature électronique**

La signature électronique des pièces du marché est privilégiée. Néanmoins, en cas d'impossibilité pour l'attributaire de signer électroniquement, il sera admis que la signature soit manuscrite.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). **Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES.**

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://cyber.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **7.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **8 - Examen des candidatures et des offres**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2161-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur décide d'examiner les offres avant les candidatures.

## **8.1 – Analyse des offres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères  | Pondération   |
|---|---------------|
| <b>1- Valeur technique</b>  | <b>55.0 %</b> |
| 1.1 - Mode opératoire : moyens et méthodologie proposée pour la réalisation des travaux, le raccordement et la mise en service de la nouvelle conduite de refoulement | 20%           |
| 1.2 - Planning prévisionnel d'exécution des travaux et phasage du chantier  | 15%           |
| 1.3 - Signalisation du chantier et dispositifs prévus pour assurer le maintien de la circulation  | 10%           |
| 1.4 - Qualité, provenance et caractéristiques des matériaux et produits utilisés  | 5%            |
| 1.5 – Mesures prévues pour garantir l'hygiène et la sécurité sur le chantier  | 5%            |
| <b>2- Prix des prestations</b>  | <b>45.0 %</b> |

### **Notation de la valeur technique**

La méthode utilisée pour le calcul de la note du critère valeur technique est la suivante, chaque élément étant noté en fonction de la pertinence du mémoire technique et de la précision des réponses relatives :

- aux indications concernant les procédés et moyens d'exécution des travaux envisagés (mode opératoire) avec les renseignements pour le raccordement et mise en service de la nouvelle conduite de refoulement ;
- aux propositions claires et précises (phasage des travaux) pour le maintien de la circulation pendant les travaux. Les phases spécifiques du chantier ne permettant pas de maintenir la circulation devront être détaillées avec projet(s) de déviation(s) et durée(s) ;
- aux renseignements concernant les caractéristiques et l'origine des matériaux et produits, le détail et la provenance de ces fournitures ainsi que les références produites par les fournisseurs correspondants ;
- au programme/planning d'exécution des ouvrages indiquant les différentes phases du chantier ;
- aux principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur les chantiers.

Chaque candidat sera noté sur la base d'une grille de 0 à 4 points (0 = nul, 1 = insuffisant, 2,5 = moyen, 4 = bon et 5 = excellent), avec recours aux décimales, multipliée par le coefficient de pondération par critère, de manière à établir une note globale sur 55 points. La note finale est la somme des notes globales.

### **Notation du critère prix :**

Les montants des offres seront ainsi comparés :

- Note de l'offre = (Montant de l'offre la moins-disante / Montant de l'offre à noter) x coefficient de pondération 45
- Montant de l'offre la moins-disante = prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues)

### **Discordance relative aux prix**

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée. En cas de refus, son offre sera éliminée comme étant non cohérente.

## 8.2 - Analyse des candidatures

En application de l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, seules les pièces du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché seront vérifiées.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer la situation juridique des candidats ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- Les garanties et capacités techniques et financières ;
- Les références professionnelles.

L'insuffisance de capacité ou l'absence de compléments dans le délai imparti entraîne le rejet de la candidature et le choix de l'offre classée immédiatement après celle écartée, sous réserve de la mise en œuvre de la même procédure de vérification.

## 8.3 – Négociation éventuelle

Conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique et au vu de l'analyse technique et financière des offres, le pouvoir adjudicateur pourra attribuer immédiatement le marché, sans négociation, compte tenu du niveau satisfaisant tant qualitatif que financier de la proposition la mieux classée.

Il pourra également, dans son intérêt, juger opportun d'engager une négociation. Le cas échéant, les candidats concernés en seront avisés par écrit.

**Les candidats sont donc informés que l'organisation d'une négociation n'est qu'éventuelle.** Ils sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition.

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres, et pourront, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails confirmés par courriers, ou si nécessaire donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à l'établissement d'un compte-rendu ou d'un relevé de conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.

Faute d'envoi d'une nouvelle offre après négociation et dans le délai imparti, l'offre initiale sera considérée comme définitive et sera jugée en fonction des critères définis au présent règlement de consultation.

## 8.4 – Attribution du marché

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre au stade du dépôt de celle-ci.

**En tout état de cause, la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard lors de l'attribution du marché.**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les pièces visées aux articles R. 2143-7, R. 2143-8 et R. 2143-9 du Code de la commande publique, à savoir notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, dans les cas où ceux-ci ne peuvent être récupérés automatiquement par Vitré Communauté ;
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail ;
- Un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail délivré par l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés ;
- Pour les entreprises soumises à cette obligation, une attestation d'assurance décennale ;
- Le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés si le candidat fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire.

L'attributaire déposera ces attestations sur la plateforme en ligne sécurisée accessible gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Pour son information, un email d'invitation à se connecter lui sera communiqué depuis l'adresse [account@eattestations.com](mailto:account@eattestations.com). Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir sa bonne réception. Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et qui sont toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire les mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L. 2141-7 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 2141-11 du même code, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

## 9 - Renseignements complémentaires

### 9.1 - Adresses complémentaires et points de contact

Toute demande de renseignements complémentaires relatifs à la présente consultation doit impérativement être faite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, accessible à l'adresse suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard dix jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, cinq jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

**Il est rappelé aux candidats que leur identification lors du retrait du DCE est indispensable s'ils souhaitent être tenus informés des modifications et des correspondances qui y sont relatives (réponses aux questions posées par d'autres candidats, corrections des éventuelles erreurs, etc.) ainsi que des éventuels avis rectificatifs et déclarations sans suite.**

## **9.2 - Langue**

L'ensemble des documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur.

## **9.3 - Procédures de recours**

Avant toute introduction d'un recours contentieux, les parties au contrat s'efforceront de trouver une issue amiable à leurs éventuels différends par le biais d'une transaction. Un protocole transactionnel sera rédigé par les services de la personne publique après concertation avec le titulaire.

Les parties disposent d'un délai de trois mois pour régler leurs différends à compter de la première réunion de conciliation provoquée par la partie la plus diligente.

Dans le cas où la transaction échouerait à l'issue de ce délai, tout litige afférent à la présente consultation relèvera de la compétence exclusive du tribunal administratif de Rennes :

Tribunal administratif de Rennes  
3 Contour de la Motte, CS 44416  
35044 RENNES CEDEX

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Adresse internet : <https://rennes.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal administratif de Rennes est seul compétent en la matière, même dans le cas où le titulaire serait une entreprise étrangère.

Sont ouvertes les voies de recours suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du même code ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, le Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics (CCIRA), organe chargé d'assurer le rôle de médiateur, peut être saisi afin d'éviter l'engagement d'une procédure contentieuse :

CCIRA de Nantes  
DREETS des Pays de la Loire  
22 Mail Pablo Picasso  
44042 NANTES  
Tél : 02 53 46 79 83  
Courriel : [dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr)